

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2251

Edition du
22 juillet 2019

DANS CE NUMÉRO

La Suisse propre en ordre et le développement durable (Jean-Daniel Delley)

Un rapport éclairant sur les interactions entre la Suisse et le tiers-monde

Agriculture: traiter moins, traiter autrement (René Longet)

Un objectif ambitieux pour la politique agricole suisse

Toujours plus vite, toujours plus loin, mais la mobilité a ses limites (Michel Rey)

La vitesse n'est pas qu'un phénomène physique, elle a aussi une composante économique et sociale

Big data vers plus d'Etats (Yvette Jaggi)

Quand les géants du numérique se prennent pour des puissances quasiment souveraines

La Suisse propre en ordre et le développement durable

Un rapport éclairant sur les interactions entre la Suisse et le tiers-monde

Jean-Daniel Delley - 19 juillet 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35243>

A coup sûr le dernier rapport de la Fondation Bertelsmann sur le développement durable ne va pas inspirer les orateurs du 1er Août. En plaçant la Suisse en tête de classement des 193 pays membres de l'ONU au titre de l'impact négatif de ses politiques sur d'autres pays, il casse une image de propre en ordre que nous nous complaisons à cultiver. Mais qui en Suisse en a pris connaissance? Seul le site [Infosperber](#) en a parlé.

Depuis 2016, la Fondation Bertelsmann et le Sustainable Development Solutions Network observent chaque année le degré d'avancement des [Objectifs de développement durable](#) (ODD), adoptés en 2005 à l'unanimité des membres de l'ONU. Leur [dernier rapport](#) montre que de petits pays riches et fortement intégrés dans le commerce international, comme la Suisse, Singapour, le Luxembourg et les Emirats arabes unis, génèrent d'importants effets négatifs pour d'autres pays, affaiblissant la capacité de ces derniers à réaliser ces objectifs.

C'est là la conséquence d'une interdépendance croissante: les actions d'un pays X en matière environnementale, économique, financière ou de sécurité peuvent avoir des effets positifs comme négatifs sur d'autres pays.

Prenons l'exemple du commerce des armes. L'exportation d'armement contribue à enrichir le pays exportateur qui pourra consacrer ses ressources à l'amélioration de son système éducatif, de son réseau de soins et développer ses prestations sociales. S'il réalise ainsi ses objectifs internes de développement durable, il contribue par contre à la déstabilisation de certaines régions de la planète et à l'affaiblissement de leur sécurité, affaiblissant ainsi un autre ODD, la sécurité. A l'inverse un pays Y s'engageant dans des actions de maintien de la paix contribue à améliorer la sécurité d'une région.

Dans ce jeu à somme nulle - ce que l'un gagne l'autre le perd -, la Suisse se distingue particulièrement par sa politique fiscale. A la pointe en matière de concurrence fiscale, elle s'assure certes des ressources utiles pour la réalisation de ses ODD. Mais dans le même temps, elle prive d'autres pays, en particulier dans le tiers-monde, des revenus indispensables à l'amélioration de la santé publique et de la formation par exemple.

La Suisse impose sur son territoire des conditions de travail et des niveaux de salaire décents, même s'ils pourraient

être améliorés. De même elle exige des mesures de protection de l'environnement relativement sévères à l'égard des entreprises produisant sur son sol. Par contre elle ne se préoccupe pas des conditions sociales et environnementales de ses entreprises réalisant leurs profits à l'étranger.

C'est précisément à cette contradiction que veut mettre fin l'initiative populaire [«Entreprises responsables. Pour protéger l'être humain et l'environnement»](#). Initiative rejetée aussi bien par le Conseil fédéral que par le Parlement. Alors que le Conseil des Etats refuse même l'idée d'un contre-projet, le Conseil national y tient. Cette [valse-hésitation](#) montre que la Suisse ne prend pas vraiment au sérieux les ODD. Ces objectifs ont pour vocation de parvenir à un développement durable de tous les pays et non de permettre à certains d'entre eux de tirer leur épingle du jeu au détriment des autres.

A noter que richesse, dimension restreinte et ouverture aux échanges ne condamnent pas un pays à vivre aux dépens des autres. La Suède, le Danemark et la Finlande figurent en tête des pays dont les politiques induisent le moins d'effets négatifs sur le reste du monde. C'est la volonté politique qui fait la différence.

Agriculture: traiter moins, traiter autrement

Un objectif ambitieux pour la politique agricole suisse

René Longet - 14 juillet 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35233>

L'agriculture peut-elle se passer de pesticides? Deux initiatives populaires ([DP 2248](#)) lancées hors de toute structure organisée ouvrent le débat. Si le Parlement renonce à adopter un contre-projet, l'an prochain verra donc un grand affrontement sur les modes de production agricoles, sur fond de réduction de la biodiversité et d'enjeux de santé humaine, animale, des plantes et du sol.

Le problème est aussi bien quantitatif - comment épandre moins de substances de synthèse? - que qualitatif - comment réduire la toxicité des produits sans affaiblir leur efficacité?

Indéniablement, sur ces deux aspects des progrès ont été réalisés. Voici quelques décennies, en développant la production intégrée, les paysans suisses s'étaient faits les pionniers des dosages fins, des traitements circonstanciés et prudents. Des molécules sont régulièrement retirées du commerce, les modes d'utilisation se font bien plus ciblés.

Cela n'est pourtant plus suffisant. De nombreuses substances répandues dans l'environnement s'y concentrent. L'on s'inquiète notamment de leurs synergies et des effets des faibles doses.

On ne peut plus se contenter

d'une approche substance par substance et d'un abaissement des valeurs limites. Il faut considérer la diffusion d'une pollution d'origines diverses et bien réelle dans les milieux naturels et les chaînes alimentaires, à l'image des microparticules de plastique aujourd'hui omniprésentes. L'agriculture n'en porte pas seule la responsabilité, mais elle y contribue.

Dans de nombreuses exploitations et dans la recherche agronomique, l'ambiance est à l'innovation et à la recherche de l'authenticité. Le bio progresse, l'agriculture de conservation (des sols) aussi. De manière générale, on souhaite promouvoir les résistances naturelles, les associations et rotations bénéfiques, la lutte biologique, le traitement mécanique de la végétation indésirable, réduire les quantités d'engrais et de traitements, développer des variétés résistantes. Signalons ici les [pommes](#) et les [cépages résistants](#) développés notamment à Agroscope.

Depuis un siècle, le bio...

La culture biologique représente la première alternative aux produits de synthèse. Il s'agit d'une vision d'ensemble, faite d'observation en finesse des écosystèmes agricoles dans leur interaction avec la nature. Celle-ci n'est

pas considérée comme une adversaire à combattre, mais comme une alliée. Misant sur la vie du sol, la polyculture, la capacité de résistance des végétaux et des animaux, leurs complémentarités et la lutte biologique, ces approches prouvent leur faisabilité depuis plus d'un siècle et dans toutes les parties du monde.

La culture biologique présente certes des rendements en moyenne plus bas. Mais ses produits sont non seulement exempts de résidus de traitement (hormis la pollution générale de l'environnement) mais aussi plus concentrés; contenant moins d'eau pour le même poids, le consommateur a davantage de matière nutritive.

Rappelons qu'en moyenne mondiale, entre le champ et l'assiette un tiers de la récolte est gaspillée. Bien plus que la perte de rendement en généralisant le bio... Dans le monde, deux fois plus de personnes, au moins, souffrent de trop manger que de personnes ne mangeant pas à leur faim!

La culture bio est régie par des cahiers des charges internes aux organisations professionnelles, mais aussi par des règlements étatiques. Au sein de l'UE, c'est le [règlement](#) relatif à la production biologique et à l'étiquetage des

produits biologiques qui fait foi et, en Suisse, l'[ordonnance sur l'agriculture biologique](#).

D'ailleurs contrairement à une affirmation souvent entendue, ces régulations sont assez proches.

Dans ce cadre qui valorise la prévention, la culture biologique traite également, mais autrement. La liste des produits est bien plus restreinte, les doses bien plus faibles que ce qui est autorisé en agriculture conventionnelle. Un institut de référence, le [FiBL](#), publie chaque année la liste des intrants autorisés en

bio. On y trouve des produits au cuivre, soufre ou fer; du bicarbonate de potassium; des huiles de fenouil, colza, neem; la famille des pyrèthres. Mais aussi des techniques de confusion sexuelle et de promotion des ennemis naturels des parasites.

Une Suisse à 100% bio, un argument de vente imparable?

Les deux initiatives prévoient un long délai pour permettre la conversion des quelque 45'000

exploitations (88%) encore en culture conventionnelle.

Même si les solutions techniques existent, cela pourra être douloureux pour certaines. Mais ce ne serait que le résultat de la stratégie de l'USP qui a tout fait pour éviter un contre-projet qui aurait donné valeur légale aux plans d'action de la Confédération en matière de biodiversité et de traitements phytosanitaires. En définitive, quel meilleur argument pour fidéliser la clientèle autour des produits locaux que d'être le premier pays au monde 100% bio?

Toujours plus vite, toujours plus loin, mais la mobilité a ses limites

La vitesse n'est pas qu'un phénomène physique, elle a aussi une composante économique et sociale

Michel Rey - 11 juillet 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35228>

Se déplacer aussi rapidement que possible est une préoccupation constante dans nos sociétés. Aujourd'hui, on parle même d'un droit à la mobilité comme condition de succès de sa vie professionnelle et sociale. N'y aurait-il aucune limite à ce droit? Sommes-nous condamnés à nous déplacer toujours plus vite et toujours plus loin?

[Yves Crozet](#) développe une réflexion intéressante pour comprendre le rôle de la vitesse dans notre société. De nature économique, son analyse met l'accent sur le coût

de la mobilité, longtemps ignoré. Et la prise en compte de ce coût permet d'orienter les choix individuels et collectifs en matière de transports.

La recherche des gains de vitesse a marqué l'histoire des transports. Les trains, les automobiles et les avions ont sans cesse accru leur vitesse maximale. Cette fascination pour la vitesse physique est logique dans un monde où le revenu par habitant progresse constamment. Pour Crozet, *«vitesse et pouvoir d'achat sont étroitement associés dans ce*

qui mérite d'être appelé la révolution de la mobilité». Cette course à la vitesse, et donc à l'accroissement de la distance parcourue, est-elle irréversible?

La vitesse économique pour les choix individuels

Pour répondre à cette interrogation, Yves Crozet se réfère à la *«vitesse économique»*: combien de kilomètres puis-je effectuer au prix d'une heure de travail? Le pouvoir d'achat d'une heure de travail (au salaire minimum) en termes de litres d'essence a

plus que doublé en France entre 1970 et 2017. Autant dire que les déplacements en voiture ont été encouragés.

La démonstration vaut également pour le prix des voyages en avion. En termes d'heures de travail, leur coût a baissé. Au point que les Suisses figurent parmi les champions des déplacements aériens.

La vitesse socio-économique pour les choix collectifs

Cet accroissement de la vitesse économique est apprécié des usagers des transports. Mais l'explosion de la mobilité génère des problèmes environnementaux et soulève des questions en termes de qualité et de capacité des infrastructures. Ces coûts externes des transports se calculent sous la forme d'une «*vitesse socio-économique*». C'est le coût du kilomètre parcouru qui prend en compte le paiement par l'utilisateur, mais aussi tous les coûts indirects supportés par la collectivité (bruit, pollution, insécurité, investissements dans les infrastructures...).

Si le coût de la vitesse socio-économique incombant à la collectivité dépasse celui de la vitesse économique payé par l'utilisateur, alors la collectivité est légitimée à définir des politiques de mobilité qui peuvent être modulées pour chaque type d'espace (urbain, rural) et par type d'utilisateur de transports (public, privé).

La remise en cause du dogme de la vitesse

Crozet constate que le dogme de la vitesse est aujourd'hui remis en cause. Il parle d'un «*tournant de la mobilité*». Pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le coût très élevé des nouvelles infrastructures de transport. Investir des milliards pour rectifier un tronçon ferroviaire ou élargir une autoroute pour gagner quelques minutes devient difficile à justifier.

La priorité est plutôt donnée aux mobilités de la vie quotidienne, à l'entretien des réseaux existants tant routiers que ferroviaires. Pour une collectivité, c'est l'espace et non plus le temps qui devient la ressource la plus rare. L'automobile consomme beaucoup d'espace (voirie, stationnement) qu'elle doit partager avec les autres modes de déplacement urbain.

Socialement, la vitesse est aujourd'hui remise en question sur les routes. Pour réduire le nombre d'accidents mais aussi le bruit, la pollution et la congestion, les vitesses limites sont régulièrement abaissées.

La «*fringale du toujours plus, toujours plus vite*» est perçue de plus en plus comme une forme d'aliénation bien plus qu'une libération. On passe plus de temps à travailler pour acheter et entretenir sa voiture que ce qu'elle nous procure comme gain de temps. Yves Crozet rejoint les réflexions d'Ivan Illich (*Energie et équité*,

Le Seuil, 1973) pour qui il était temps de «*prendre conscience qu'il existe, dans le domaine des transports, des seuils de vitesse à ne pas dépasser*».

La quête permanente de la vitesse provoque également des effets pervers sur la vie personnelle et collective. Le succès foudroyant des smartphones à l'échelle mondiale est lié à la baisse tendancielle de leur prix, mais aussi aux gains de temps qu'ils permettent. Cependant on connaît la dépendance qu'ils génèrent au point que l'on peut les assimiler à une véritable addiction.

Ce tournant en matière de mobilité est lié à une prise de conscience: le temps de transport n'est pas simplement un coût que l'on veut toujours diminuer. On cherchera toujours à réduire son budget de temps dédié au transport, mais ce temps est aussi utilisé pour combiner ses activités. C'est le cas des pendulaires qui s'occupent du transport des enfants à l'école et pour faire leurs achats quotidiens ou qui profitent de leur déplacement pour travailler dans le train.

Les enjeux de la transition écologique

La réduction des émissions de CO₂ est une tâche ardue. Crozet constate que, depuis des décennies dans les pays développés, les politiques de transport sont fondées sur l'idée qu'il faut étendre à l'ensemble de la population l'accès à toutes les formes de mobilité.

L'Union européenne a privilégié le développement de la concurrence comme un facteur clé de la réduction des coûts et de l'accroissement de la demande. Le transport aérien est révélateur de ce choix. La déréglementation du secteur a contribué à une baisse significative du prix des billets d'avion.

Pour les vols intra-européens, le prix pour le passager est

désormais d'environ 5 centimes d'euro pour un kilomètre, soit deux fois moins qu'un déplacement en train (10 centimes) et cinq fois moins qu'en automobile (environ 25 centimes). Il n'est donc pas surprenant que le nombre de passagers dans les aéroports ait augmenté beaucoup plus vite que le trafic automobile, qui lui-même progresse plus vite que le trafic ferroviaire.

Les politiques européennes de

transport placent beaucoup d'espoirs dans des solutions techniques. Pour réduire les émissions de CO₂, on veut améliorer les performances des véhicules et surtout changer de source d'énergie en misant sur les moteurs électriques et à hydrogène. Crozet doute que ces solutions puissent s'imposer rapidement et soient appropriées pour contribuer de manière significative à la transition écologique.

Big data vers plus d'Etats

Quand les géants du numérique se prennent pour des puissances quasiment souveraines

Yvette Jaggi - 21 juillet 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35246>

Evolution inéluctable: «*Les plateformes numériques se pensent comme de nouveaux Etats.*» Ainsi parle [Benôit Thieulin](#), ancien président du Conseil national français du numérique. Tout naturellement, les cinq Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), qui maîtrisent la récolte et le traitement de milliards de données numériques circulant sur Internet, aspirent à valoriser le *big data* à des fins supérieures à celles du simple [capitalisme de plateforme](#).

En effet, l'utilisation des algorithmes et de leur puissance permet des analyses relativement subtiles et pratiquement instantanées, qui peuvent servir d'aide à la décision. Les domaines

d'application comptent parmi les plus délicats dans la vie civile: sélection de candidats à une formation, à un emploi, à une fonction électorale, à une prise d'assurance; décision concernant un investissement, une implantation, une modification de l'assortiment des produits et services offerts par l'entreprise.

A l'ère de la numérisation avancée, les choix en matière de politiques publiques n'échappent pas à ce mode de traitement accéléré, apparemment objectif, visant en priorité l'optimisation et la sécurisation des existences des personnes et de la société.

En matière de gestion des affaires publiques, les Gafam se montrent particulièrement

actives dans la démonstration de leur utilité. Y compris en Suisse, discrètement, où trois seulement de ces cinq plateformes figurent parmi les [180 sociétés](#) ayant réalisé un chiffre d'affaires estimé supérieur au milliard de francs.

Google, d'Alphabet à la ville connectée

Google Suisse, constituée en une modeste société à responsabilité limitée occupant quelque 2'200 salariés et faisant un chiffre d'affaires estimé à 1,9 milliard de francs, réunit divers services (plateforme vidéo YouTube, Gmail, Google Docs, etc) et comprend le puissant moteur de recherche, pourvoyeur de données et de recettes

publicitaires utilisées au sein du puissant groupe californien [Alphabet Inc.](#) Ce dernier, créé en 2015, coiffe un ensemble de sociétés inégalement rentables, s'occupant notamment de domotique et d'objets connectés, de santé et de lutte contre le vieillissement ainsi que de divers autres «*paris risqués*».

Parmi ceux-ci figurent les villes connectées. Première *smart city* version Google: [Toronto](#), rien moins que la métropole économique canadienne. Il faut dire que Google Maps assure une couverture cartographique des villes et cités du monde entier. Au point que Euan Mills, directeur de l'agence [Future Cities Catapult](#) à Londres assure que «*Google en sait davantage sur nos rues principales que le chef de notre département de planification urbaine*».

En raison de l'importance de son moteur de recherche (plus de trois milliards de requêtes par jour dans le monde!) et vu son degré de diversification, le groupe Alphabet devrait, selon divers avis concordants, subir un véritable [démantèlement](#) – ou à tout le moins une rupture entre le fournisseur de données et les dizaines de filiales qui travaillent sur ce «*very big data*». On n'en est pas encore là, en tout cas pas en Europe où l'accord sur une véritable politique industrielle semble bien lointain.

Apple, direction formation

Avec son chiffre d'affaires estimé à 3,7 milliards de francs

en Suisse et son réseau de vente occupant quelque 600 personnes, Apple tient une place importante non seulement dans les secteurs de la presse, du graphisme et de l'architecture, mais aussi dans les écoles de tous niveaux, particulièrement en Suisse romande.

Si le matériel à l'effigie de la pomme fait référence, son Apple Store contient des articles peu recommandables. A commencer par le logiciel de manipulation de photo [FaceApp](#), qui permet de rajeunir ou de vieillir le portrait de personnalités connues – également disponible dans Google Play Store.

Facebook, le risque infus

A coup sûr, Facebook porte la marque du risque: ni les utilisateurs du plus fréquenté des réseaux sociaux ni les gérants de cette immense banque de données personnelles ne font montre de l'indispensable prudence en telle matière. L'utilisation induite de millions de profils d'utilisateurs par [Cambridge Analytica](#) l'an dernier et le récent projet de lancement d'une monnaie aussi virtuelle qu'universelle, la [«libra»](#), témoignent d'une égale irréflexion.

Tandis que les cryptomonnaies, bitcoin en tête, ont provoqué moins d'inquiétude réelle que de mouvements erratiques en bourse, la libra suscite l'incompréhension et l'effroi dans les conseils des banques centrales ([BNS](#) comprise) et

des grandes institutions financières internationales, telle la Banque des règlements Internationaux ([BRI](#)). S'ajoute à cette réprobation générale le fait – particulièrement mal ressenti aux USA – que la quasi devise livrée par Facebook se retrouverait en Suisse, dans le cryptomonétaire et enviable canton de Zoug. Insupportable atteinte au sérieux helvétique tout entier.

Reste à mentionner une autre initiative relativement audacieuse quant au fond mais plus timide dans son éventuelle mise en œuvre en Suisse, venue directement de la Silicon Valley à fin juin dernier: l'initiative [Ad Library](#), visant une meilleure transparence dans les opérations menées en vue d'élections nationales agendées pour 2019 dans quatre pays – Ukraine, Singapour, Argentine et Canada.

Le cas échéant, une version atténuée s'appliquerait ultérieurement en Suisse, qui permettrait aux partis de garder le contrôle des opérations, financières notamment.

Amazon: offre élargie, clientèle fidélisée et tunnel pas cofinancé

Amazon, c'est le triomphe de la vente en ligne, tous produits confondus, et d'une logistique, offrant des délais et des conditions de livraison imbattables. C'est aussi la préférence à la fidélisation de la clientèle plutôt qu'à l'aménagement de coûteux

méga-entrepôts.

Le financement des infrastructures et les services postaux nécessaires à la maison de vente par correspondance de la nouvelle génération ne sont pas attendus de l'Etat, mais payés par de futurs utilisateurs.

A cet égard, le projet Cargo Sous Terrain ([DP2250](#)), dans lequel la Confédération a d'emblée annoncé qu'elle ne mettrait pas un sou, devrait trouver dans le secteur privé, usagers compris, les 33 milliards qu'il faudrait à terme engouffrer dans le sous-sol des grands axes de la croix ferroviaire centrée à Olten.

Etant entendu que seules les entreprises domiciliées en Suisse ont le droit d'investir dans ce coûteux projet, ce qui n'est pas (encore?) le cas du très gros utilisateur potentiel appelé Amazon.

Microsoft: contrats-cadre pour l'enseignement et concurrence à l'œuvre

Dans les établissements publics d'enseignement, la numérisation progresse en Suisse aussi, où le fédéralisme n'a pas empêché la recherche de solutions communes à l'échelle du pays.

L'agence spécialisée [educa.ch](#) remplit les mandats de prestation que lui confient les cantons (via la Conférence des directeurs de l'instruction publique) et la Confédération, par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation. Elle négocie des [contrats-cadre](#) avec des fournisseurs privés, avec Microsoft notamment, dont la teneur actuelle remonte à 2017. L'exécution de ces contrats doit contribuer pour une part significative au chiffre d'affaire annuel de Microsoft Suisse estimé à 1,2 milliard de francs.

Il n'y a pas d'arrangement aussi formel avec Apple, qui fournit pourtant passablement de matériel et dont le système d'exploitation IOS tourne avec les logiciels Microsoft.

Quant à Google, il apprécie de pouvoir s'infiltrer dans les classes où G Suite «pompe» un maximum d'informations sur les motivations, les comportements et les préférences des élèves. Un [profilage prometteur](#) que l'agence educa voudrait bien empêcher, mais elle ne parvient pas à conclure les négociations en cours depuis des années.

Gafam sous pression mutuelle et réglementaire

Les cas de concurrence entre géants du numérique ne sont pas rares. Ces derniers pratiquent activement la désunion, alors qu'ils auraient évidemment intérêt à faire résistance commune contre l'autorité réglementaire.

Comme le relève avec pertinence [Alexandre Piquard](#) dans sa chronique sur l'économie numérique dans *Le Monde*, «le paradoxe est que, au moment où ils cherchent à se distinguer, ces groupes font de plus en plus d'incursions sur leurs marchés respectifs». Tous sont concurrents dans l'intelligence artificielle et les assistants vocaux. Amazon se lance à son tour dans la publicité en ligne, Apple dans les services. Google et Amazon rivalisent dans l'informatique en nuage ainsi que dans le très lucratif secteur de la santé.

D'ici à consacrer tout un [dossier](#) au «vent qui tourne pour les Gafa», il y a un grand pas qu'*Alternatives Economiques* n'hésite pas à franchir, prenant sans doute son désir pour une réalité sans voir que celle-ci peine à s'instaurer. La bande des quatre plus un n'a pas dit son dernier paquet d'algorithmes.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

La Suisse propre en ordre et le développement durable

<https://www.infosperber.ch/Artikel/Wirtschaft/Schweiz-belastet-andere-Lander-am-starksten>
<https://www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home/agenda-2030/die-17-ziele-fuer-eine-nachhaltige-entwicklung.html>
https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/user_upload/Sustainable_Development_Report_2019_Complete.pdf
<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis462t.html>
<https://www.arcinfo.ch/articles/suisse/multinationales-responsables-le-national-maintient-son-contre-projet-au-terme-d-un-debat-enflamme-847339>

Agriculture: traiter moins, traiter autrement

<https://www.domainepublic.ch/articles/35102>
<https://www.agroscope.admin.ch/agroscope/fr/home/themes/production-vegetale/amelioration-plantes/projets-recherche/selection-pommes-ressources-genetiques-fruits.html>
<https://www.agroscope.admin.ch/agroscope/fr/home/themes/production-vegetale/viticulture/5-nouveaux-ce-pages.html>
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32018R0848&qid=1563010197488&from=FR>
<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19970385/index.html>
<https://www.fibl.org/fr/suisse/site-ch.html>

Toujours plus vite, toujours plus loin, mais la mobilité a ses limites

<http://fr.forumviesmobiles.org/reperes/vitesse-des-deplacements-12976>

Big data vers plus d'Etats

<https://www.alternatives-economiques.fr/benoit-thieulin-plates-formes-numeriques-se-pensent-de/00088834>
<https://www.luxediteur.com/catalogue/capitalisme-de-plateforme/>
<https://www.handelszeitung.ch/unternehmen/top-100-die-grossten-konzerne-der-schweiz>
https://en.wikipedia.org/wiki/Alphabet_Inc
<https://www.letemps.ch/economie/google-city-ville-intelligente-futuriste-inquiete>
<https://cp.catapult.org.uk/>
<https://www.developpez.com/actu/258529/Les-actionnaires-demandent-le-demantelement-de-la-societe-mer-de-Google-invoquant-des-preoccupations-relatives-aux-violations-des-droits-de-l-homme/>
<https://www.nzz.ch/digital/faceapp-warum-die-filter-app-in-der-kritik-steht-ld.1496705>
<https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/03/22/ce-qu-il-faut-savoir-sur-cambridge-analytica-la-societe-au->

c-ur-du-scandale-facebook_5274804_4408996.html

<https://www.24heures.ch/economie/monnaie-facebook-suscite-craintes/story/19144147>

<https://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/geld/snb-nimmt-zu-facebookgeld-stellung/story/26730997>

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/facebook-co-technologiekonzerne-draengen-in-finanzsektor-ld.1490742>

<https://www.republik.ch/2019/07/18/der-nackteste-wahlkampf-aller-zeiten>

<https://www.domainepublic.ch/articles/35190>

<https://www.educa.ch/fr/numerisation-education>

<https://www.educa.ch/fr/contrats-cadre>

<https://www.republik.ch/2019/07/02/der-spion-im-schulzimmer>

https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/06/06/les-gafa-pratiquent-la-desunion_5472120_3232.html

<https://www.alternatives-economiques.fr/vent-tourne-gafa/00089624>